Italie : Rien ne s’est passé comme prévu par l’UE et ses affidés

Le 09-03-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 6 mars 2018

Plus de 46 millions d’Italiens étaient appelés dimanche à élire pour cinq ans les 630 membres de la Chambre des députés et les 315 membres du Sénat.

La participation a été de 72,93 %

Des résultats clairs
Le Mouvement 5 étoiles (M5S) « antisystème » frappe un grand coup. Avec près de 32 % des voix, le parti créé en 2009 sur la promesse d’un « *changement de système* » s’impose comme la force majeure de l’échiquier politique italien. Le parti obtiendrait ainsi autour de 221 sièges de députés (sur 630) et 115 sièges de sénateurs (sur 315).

La coalition de centre droit Forza Italia (FI), de Silvio Berlusconi, la Ligue (Lega), de Matteo Salvini, « eurosceptique » et xénophobe, le petit parti Fratelli d’Italia (FdI) « Frères d’Italie » et Noi con l’Italia (NcI) “Nous avec l’Italie” (centre-droit) obtient 37 % des voix.

La Lega, dépasse de 5 points (18 %) le parti historique de Silvio Berlusconi, Forza Italia (13 %). La Lega aurait environ 110 députés et 56 sénateurs, Forza Italia respectivement 99 et 53, FdI : 23 et 20 et NcI : 5 et 0.

Le Parti démocrate (PD) de l’ancien premier ministre Matteo Renzi (centre gauche) n’a jamais atteint un score aussi bas, avec 19 % des voix (25,43% en 2013).
A l’échelle du pays, le centre gauche n’est arrivé en tête que dans deux régions, la Toscane et le Trentin-Haut-Adige.

Libres et égaux (Liberi e Uguali - LeU), considéré comme « frondeur de gauche » du Parti démocrate ne fait pas mieux. Cette liste de trois groupuscules obtient 3,39% contre 3,2% en coalition avec le PD il y a cinq ans.

Quant aux communistes de Potere al popolo (PaP - Pouvoir au peuple), ils obtiennent 1,13% des voix et n'entreront pas au Parlement. Il y a cinq ans, Révolution civile, l'alliance à laquelle participaient Parti de la refondation communiste (PRC - *Partito della Rifondazione Comunista*) et Parti communiste des italiens (PCI-Partito Comunista Italiano), recueillait 2,25% des suffrages...Ces Partis européïstes, devenus groupusculaires, sont sortis de la vie politique...

Une loi électorale pourtant sur mesure

Une nouvelle loi électorale, « Rosatellum » du nom de son inventeur Ettore Rosato, président du groupe parlementaire démocrate, a été approuvée par la chambre des députés italienne le 12 octobre dernier par 375 voix contre 215.

Cette tambouille électorale, oeuvre du PD avec FI et la Lega (à l'époque Ligue du nord) est un mode de scrutin majoritaire assaisonné d'une pincée de proportionnelle ; un seuil minimal fixé à 3% des voix pour les partis et à 10% pour les coalitions, et la possibilité pour les candidats résidant en Italie de représenter les Italiens installés à l'étranger. Cette dernière partie du dispositif permettant aux députés et aux sénateurs aux prises avec la justice italienne de rempiler.

Ce dispositif, favorisant les coalitions, devait déboucher sur une alliance entre le parti démocrate (PD de Matteo Renzi) et… Forza Italia de Silvio Berlusconi, afin d'obtenir la majorité aux élections législatives de mars 2018 et de marginaliser le M5S.

Or, c'est justement ce système des coalitions que refuse depuis toujours le M5S, les alliances étant à l'origine selon lui des pires magouilles. Pour les démocrates et Forza Italia, c'est au contraire un modèle introduisant la stabilité puisqu'il engage la responsabilité de plusieurs partis.

On voit aujourd'hui le résultat...

La loi électorale qui avait été votée de façon à permettre, en dernière instance, de renforcer le Parti Démocrate (au pouvoir depuis 2013) et Forza Italia, s'est retournée contre ces deux piliers du bipartisme qui se retrouvent sur la touche.

Analyse

Les analystes de tous poils soulignent combien les résultats de dimanche sont un véritable tremblement de terre... Imprévisible ? Pas vraiment. Depuis quatre ans les indices d'une victoire du M5S et de la Lega ont émergé. Que ce soit sur le front de l'emploi, de l'exemplarité des élus ou de l'immigration, aucune « réforme » n'a trouvé grâce aux yeux des électeurs.

Matteo Renzi du Parti Démocrate, et Paolo Gentiloni, président du Conseil, avaient fait le pari d'être en capacité de poursuivre avec la politique austéritaire et de contre-réformes pilotée par le PD depuis 2013...le revers est cinglant.

Social-libéral assumé, Matteo Renzi promettait de faire refluer le chômage grâce à son « Job Act ». Cette loi, votée en mars 2015, a porté à trois ans la période d'essai d'un CDI. Résultat, le chômage a baissé…de 12,6% en mai 2014, à 11% aujourd'hui. Dans le même temps, la précarité aexploséet le taux de chômage des jeunes (32,7%) demeure colossal. Ainsi, dans le Centre-Sud, très marqué par la crise, particulièrement pour les jeunes, frappés par le chômage et la très grande précarité, le M5S remporte la majorité.

L'Union européenne, incapable de faire face à la crise dite « des migrants » a, une nouvelle fois, démontré sa

nocivité structurelle. Le discours anti-immigration et eurosceptique de la Ligue a porté, dans un pays en proie à l'euroscepticisme et où quelque 690.000 migrants ont été accueillis depuis 2013.

La percée spectaculaire des partis opposés à l'Europe s'impose comme l'un des enseignements marquants.

Si on analyse un peu plus finement, comme le montre la carte interactive du ministère de l'Intérieur Italien, le bouleversement électoral s'articule autour de trois données inédites :

- Le triomphe du Mouvement Cinq étoiles (M5S) dans le Mezzogiorno (le Sud), en Sardaigne et en Sicile. Il obtient souvent plus de 40 % de voix et décroche même la majorité absolue en Campanie (la région de Naples). Avec 32,3 % des suffrages exprimés dimanche sur le plan national (7 % de plus qu'en 2013) le parti fondé en 2009 par Beppe Grillo affiche le meilleur score qu'un nouveau parti ait obtenu dans l'histoire électorale européenne.

- La défaite historique du centre gauche dans les régions dites « rouges » du Centre de la péninsule (Emilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Marche), où pour la première fois depuis la Seconde République (1948-1994) ses représentants n'arrivent pas en tête (excepté en Toscane).

- La Lega de Salvini a réussi le « sorpasso », en devançant de cinq points Forza Italia, transformant ainsi très profondément le rapport de force. Avec une base sociale alliant des couches moyennes, dans le Nord, et les milieux populaires, la Lega, est ainsi l'un des deux vainqueurs du scrutin.

Et maintenant ?
Le dirigeant de la Lega, Matteo Salvini, a affirmé, que la coalition de droite et d'extrême droite avait *« le droit et le devoir de gouverner* », revendiquant également la direction du gouvernement. M. Salvini a aussi écarté l'idée d'une coalition avec les populistes du Mouvement 5 étoiles.

Luigi Di Maio le dirigeant du M5S, a également revendiqué le droit de former un gouvernement. *« Nous avons la responsabilité de donner un gouvernement à l'Italie* (…). *Nous sommes une force politique qui représente le pays tout entier, ce que je ne peux pas dire des autres formations, cela nous projette inévitablement vers le gouvernement du pays »*

Pour gouverner, un exécutif doit avoir la majorité dans les deux branches du Parlement et les projections en sièges pour la Chambre des députés et pour le Sénat montrent qu'aucune majorité ne se dégage.

Il appartiendra donc au président italien, Sergio Mattarella, de confier un «mandat exploratoire» à celui ou à celle qui lui paraitra en mesure d'obtenir une majorité devant le Parlement. Ces consultations politiques officielles ne s'ouvriront pas, au plus tôt, avant fin mars et après l'élection des présidents des deux chambres.

Selon la Constitution, c'est au leader du M5S, Luigi Di Maio, arrivé en tête, que revient la mission de constituer un gouvernement

Une hypothèse, évoquée pendant la campagne, est celle d'un gouvernement M5S / Lega. Mais il n'est pas certain qu'une telle combinaison plaise au M5S en quête de respectabilité. D'autant plus qu'une partie de son électorat, qui provient de la gauche, pourrait alors se détourner de lui, notamment dans le sud du pays.

Le président de la République pourrait aussi demander aux forces politiques, la formation d'un gouvernement « technique » pour modifier de la loi électorale.

En effet, en cas d'échec probable de constitution d'une majorité au Parlement et au Sénat, l'Italie devra retourner aux urnes dans le cadre d'élections anticipées, avec ou sans modification de l'actuelle loi

électorale. En attendant, le gouvernement Gentiloni (constitué après la démission de l'exécutif dirigé par Matteo Renzi après la victoire massive des partisans du « non » auréférendum constitutionnel du 4 décembre 2016) continuera à gérer les affaires courantes...

Après l'Espagne, où il a fallu 10 mois et deux élections pour que Rajoy et le PP se maintiennent au pouvoir avec le soutien du PSOE, l'Allemagne où il a fallu quatre mois à Merckel pour construire une coalition branlante avec le SPD, l'Italie entre dans une période d'instabilité qui a tout pour déplaire aux Eurocrates.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire